

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-ambition-demesuree-et-criminelle-ces-Etats-Unis-est-Le-contrôle-militaire-d-e-la-planete>

# **L'ambition démesurée et criminelle ces États Unis est Le contrôle militaire de la planète**

- Empire et Résistance -  
Date de mise en ligne : vendredi 21 février 2003

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

Par Samir Amin

[Altrenatives, le 17 février 2003](#)

Dès les années 1980, alors que s'annonce l'effondrement du système soviétique, se dessine une option hégémoniste qui gagne l'ensemble de la classe dirigeante des États-Unis (ses establishments démocrate et républicain). Emportés par le vertige de leur puissance armée, désormais sans concurrent capable d'en tempérer les fantasmes, les États-Unis choisissent d'affirmer leur domination d'abord par le déploiement d'une stratégie strictement militaire de « contrôle de la planète ». Une première série d'interventions - Golfe, Yougoslavie, Asie Centrale, Palestine, Irak - inaugure dès 1990 la mise en oeuvre de ce plan de « guerres made in USA », sans fin, planifiées et décidées unilatéralement par Washington.

La stratégie politique d'accompagnement du projet en prépare les prétextes, qu'il s'agisse du terrorisme, de la lutte contre le trafic des narcotiques ou de l'accusation de production d'armes de destruction massive. Prétextes évidents quand on connaît les complicités qui ont permis à la CIA de fabriquer un adversaire « terroriste » sur mesure (les Taliban, Ben Laden - la lumière sur le 11 Septembre n'ayant jamais été faite ...) ou de développer le Plan Colombie dirigé contre le Brésil. Quant aux accusations de production éventuelle d'armes dangereuses, portées contre l'Irak, la Corée du Nord et demain n'importe quel Etat, elles font pâle figure face à l'usage effectif de ces armes par les Etats Unis (les bombes de Hiroshima et Nagasaki, l'emploi d'armes chimiques au Viet Nam, la menace avouée de l'utilisation d'armes nucléaires dans les conflits à venir ...) . Il ne s'agit donc là que de moyens qui relèvent de la propagande au sens que Goebels donnait au terme, efficaces peut être pour convaincre l'opinion naïve aux Etats Unis mais de moins en moins crédibles ailleurs.

La « guerre préventive » formulée désormais comme un « droit » que Washington se réserve d'invoquer, abolit d'emblée tout droit international. La Charte des Nations Unies interdit le recours à la guerre, sauf dans le cas de légitime défense ; et soumet sa propre intervention militaire éventuelle à des conditions sévères, la riposte devant être mesurée et provisoire. Tous les juristes savent que les guerres entreprises depuis 1990 sont parfaitement illégitimes et donc qu'en principe ceux qui en ont pris la responsabilité sont des criminels de guerre. Les Nations Unies sont déjà traitées par les Etats Unis, mais avec la complicité des autres, comme le fut naguère la SDN par les Etats fascistes.

L'abolition du droit des peuples, déjà consommée, substitue au principe de leur égalité celui de la distinction entre un « Herrenvolk » (le peuple des Etats Unis, accessoirement celui d'Israël) qui a le droit de conquérir « l'espace vital » qu'il juge nécessaire et les autres, dont l'existence même n'est tolérable que si elle ne constitue pas une « menace » pour le déploiement des projets de ceux appelés à être les « maîtres du monde ».

Quels sont donc ces intérêts « nationaux » que la classe dirigeante des Etats Unis se réserve le droit d'invoquer comme bon lui semble ?

A vrai dire cette classe ne se reconnaît que dans un seul objectif - « faire de l'argent » - l'Etat nord américain s'étant ouvertement mis au service prioritaire de la satisfaction des exigences du segment dominant du capital constitué par les transnationales des Etats Unis.

Nous sommes donc tous devenus, aux yeux de l'establishment de Washington, des « Peaux Rouges », c'est à dire des peuples qui n'ont droit à l'existence que dans la mesure où ils ne gênent pas l'expansion du capital transnational des Etats Unis. Toute résistance sera réduite par tous les moyens allant jusqu'à l'extermination si nécessaire, nous promet-on. Quinze millions de dollars de sur profits supplémentaires pour les transnationales américaines, en contre partie trois cents millions de victimes, aucune hésitation. L'Etat « voyou » par excellence, pour reprendre le langage

des Présidents Bush père, Clinton et Bush fils, c'est bel et bien celui des Etats Unis.

Ce projet est certainement impérialiste au sens le plus brutal, mais il n'est pas « impérial » au sens que Negri donne à ce terme, car il ne s'agit pas de gérer l'ensemble des sociétés de la planète, pour les intégrer dans un système capitaliste cohérent, mais seulement de piller leurs ressources. La réduction de la pensée sociale aux axiomes de base de l'économie vulgaire, l'attention unilatérale portée à la maximisation de la rentabilité financière à court terme du capital dominant, renforcée par la mise à la disposition de celui-ci des moyens militaires qu'on connaît sont responsables de cette dérive barbare que le capitalisme porte en lui, dès lors qu'il s'est débarrassé de tout système de valeurs humaines auquel il a substitué les exigences exclusives de la soumission aux prétendues lois du marché. Par l'histoire de sa formation le capitalisme nord américain se prêtait à cette réduction mieux encore que celui des sociétés européennes. Car l'Etat américain et sa vision politique ont été façonnés pour servir l'économie et rien d'autre, abolissant par là même le rapport contradictoire et dialectique économie/politique. Le génocide des Indiens, l'esclavage des Noirs, la succession de vagues des migrations substituant la confrontation des groupes partageant de prétendues identités communautaires (manipulées par la classe dirigeante) à la maturation de la conscience de classe, ont produit une gestion politique de la société par un parti unique du capital, dont les deux segments partagent les mêmes visions stratégiques globales, se partageant la tâche par leurs rhétoriques propres à l'adresse de chacune des « constituencies » de la petite moitié de la société qui croit suffisamment au système pour se donner la peine d'aller voter. Privée de la tradition par laquelle les partis ouvriers sociaux démocrates et communistes ont marqué la formation de la culture politique européenne moderne, la société américaine ne dispose pas des instruments idéologiques qui lui permettraient de résister à la dictature sans contre poids du capital. C'est au contraire celui-ci qui façonne unilatéralement le mode de pensée de la société dans toutes ses dimensions, et en particulier reproduit en le renforçant son racisme fondamental qui lui permet de se voir en « Herrenfolk ». « Play boy Clinton, Cow boy Bush, same policy » ; se slogan entendu en Inde à juste titre place l'accent sur la nature du parti unique qui gère la prétendue démocratie américaine.

De ce fait le projet nord américain n'est pas un projet hégémoniste banal qui partagerait avec d'autres, qui se sont succédé dans l'histoire moderne et ancienne, les vertus d'une vision d'ensemble des problèmes permettant de leur donner des réponses cohérentes stabilisatrices, fussent-elles fondées sur l'exploitation économique et l'inégalité politique. Il est infiniment plus brutal par sa conception unilatérale simple à l'extrême et, de ce point de vue, se rapproche davantage du projet nazi, également fondé sur le principe exclusif du « Herrenfolk ». Ce projet des Etats Unis n'a rien à voir avec ce qu'en disent les universitaires libéraux américains, qualifiant cette hégémonie de « benign » (« indolore ») !

S'il doit se déployer pendant encore un certain temps ce projet ne pourra générer qu'un chaos grandissant appelant une gestion de plus en plus brutale au coup par coup, sans vision stratégique de long terme. A la limite Washington ne cherchera plus à renforcer des alliés véritables, ce qui impose toujours savoir faire des concessions. Des gouvernements fantoches, comme celui de Karzai en Afganistan, font mieux l'affaire tant que le délire de la puissance militaire permet de croire à « l'invincibilité » des Etats Unis. Hitler ne pensait pas autrement.

L'examen des rapports de ce projet criminel aux réalités du capitalisme dominant constitué par l'ensemble des pays de la triade (Etats Unis, Europe, Japon) permettra d'en mesurer les forces et les faiblesses.

L'opinion générale la plus courante, véhiculée par ceux des médias qui n'appellent pas à réfléchir, est que la puissance militaire des Etats Unis ne constituerait que le sommet de l'iceberg, prolongeant une supériorité de ce pays dans tous les domaines, notamment économiques, voire politiques et culturels. La soumission à l'hégémonisme auquel il prétend serait donc de ce fait incontournable.

L'examen des réalités économiques infirme cette opinion. Le système productif des Etats Unis est loin d'être « le plus efficient du monde ». Au contraire presque aucun de ses segments ne serait certain de l'emporter sur ses

concurrents sur un marché véritablement ouvert comme l'imaginent les économistes libéraux. En témoigne le déficit commercial des Etats Unis qui s'aggrave d'année en année, passé de 100 milliards de dollars en 1989 à 450 en 2000. De surcroît ce déficit concerne pratiquement tous les segments du système productif. Même l'excédent dont bénéficiaient les Etats Unis dans le domaine des biens de haute technologie, qui était de 35 milliards en 1990, a désormais laissé la place à un déficit. La concurrence entre Ariane et les fusées de la Nasa, Airbus et Boeing témoigne de la vulnérabilité de l'avantage américain. Face à l'Europe et au Japon pour les productions de haute technologie, à la Chine, à la Corée et aux autres pays industrialisés d'Asie et d'Amérique latine pour les produits manufacturés banals, à l'Europe et au cône sud d'Amérique latine pour l'agriculture, les Etats Unis ne l'emporteraient probablement pas sans le recours à des moyens « extra économiques » qui violent les principes du libéralisme imposés aux concurrents !

En fait les Etats Unis ne bénéficient d'avantages comparatifs établis que dans le secteur des armements, précisément parce que celui-ci échappe largement aux règles du marché et bénéficie du soutien de l'Etat. Sans doute cet avantage entraîne-t-il quelques retombées pour le civil (Internet en constitue l'exemple le plus connu), mais il est également à l'origine de distorsions sérieuses qui constituent des handicaps pour beaucoup de secteurs productifs. L'économie nord américaine vit en parasite au détriment de ses partenaires dans le système mondial. « Les Etats Unis dépendent pour 10 % de leur consommation industrielle des biens dont l'importation n'est pas couverte par des exportations de produits nationaux » (E. Todd, Après l'Empire, p. 80).

La croissance des années Clinton, vantée comme étant le produit du « libéralisme » auquel l'Europe aurait malheureusement trop résisté, est en fait largement factice et en tout cas non généralisable, puisqu'elle repose sur des transferts de capitaux qui impliquent la stagnation des partenaires. Pour tous les segments du système productif réel, la croissance des Etats Unis n'a pas été meilleure que celle de l'Europe. Le « miracle américain » s'est exclusivement alimenté de la croissance des dépenses produites par l'aggravation des inégalités sociales (services financiers et personnels : légions d'avocats et de polices privées etc ...). En ce sens le libéralisme de Clinton a bel et bien préparé les conditions qui ont permis l'essor réactionnaire et la victoire ultérieure de Bush fils. De surcroît, comme l'écrit Todd (p. 84) « gonflé par les fraudes le PNB américain commence à ressembler, pour la fiabilité statistique, à celui de l'Union soviétique » !

Le monde produit, les Etats Unis (dont l'épargne nationale est pratiquement nulle) consomment. « L'avantage » des Etats Unis est celui d'un prédateur dont le déficit est couvert par l'apport des autres, consenti ou forcé. Les moyens mis en oeuvre par Washington pour compenser ses déficiences sont de nature diverses : violations unilatérales répétées des principes du libéralisme, exportations d'armements (60 % du marché mondial) largement imposées à des alliés subalternes (qui de surcroît - comme les pays du Golfe - n'utiliseront jamais ces armements !), recherche de sur-rentes pétrolières (qui supposent la mise en coupe réglée des producteurs, motif réel des guerres d'Asie centrale et d'Irak). Il reste que l'essentiel du déficit américain est couvert par les apports en capitaux en provenance de l'Europe et du Japon, du Sud (pays pétroliers riches et classes comprador de tous les pays du tiers monde, plus pauvres inclus), auquel on ajoutera la ponction exercée au titre du service de la dette imposée à la presque totalité des pays de la périphérie du système mondial.

Les raisons qui rendent compte de la persistance du flux des capitaux qui alimente le parasitisme de l'économie et de la société américaine et permettent à cette super puissance de vivre au jour le jour sont certainement complexes. Mais elles ne résultent en rien de prétendues « lois du marché » à la fois rationnelles et incontournables.

La solidarité des segments dominants du capital « transnationalisé » de tous les partenaires de la triade est réelle, et s'exprime par leur ralliement au néo-libéralisme globalisé. Les Etats Unis sont vus dans cette perspective comme les défenseurs (militaires si nécessaire) de ces « intérêts communs ». Il reste que Washington n'entend pas « partager équitablement » les profits de son leadership. Les Etats Unis s'emploient au contraire à vassaliser leurs alliés, et dans cet esprit ne sont prêts à consentir à leurs alliés subalternes de la triade que des concessions mineures. Ce conflit d'intérêts du capital dominant est-il appelé à s'accuser au point d'entraîner une rupture dans l'alliance

atlantique ? Pas impossible, mais peu probable.

Le conflit prometteur se situe sur un autre terrain. Celui des cultures politiques. En Europe une alternative de gauche demeure toujours possible. Cette alternative imposerait simultanément une rupture avec le néo-libéralisme (et l'abandon de l'espoir vain de soumettre les États Unis à ses exigences, permettant ainsi au capital européen de livrer bataille sur le terrain non miné de la compétition économique), comme avec l'alignement sur les stratégies politiques des États Unis. Le surplus de capitaux que l'Europe se contente jusqu'à ce jour à « placer » aux États Unis pourrait alors être affecté à une relance économique et sociale, à défaut de quoi celle-ci restera impossible. Mais dès lors que l'Europe choisirait, par ce moyen, de donner la priorité à son essor économique et social, la santé artificielle de l'économie des États Unis s'effondrerait et la classe dirigeante américaine serait confrontée à ces propres problèmes sociaux. Tel est le sens que je donne à ma conclusion « l'Europe sera de gauche ou ne sera pas ».

Pour y parvenir il faut se débarrasser de l'illusion que la carte du libéralisme devrait - et pourrait- être jouée « honnêtement » par tous et que dans ce cas tout irait mieux. Les États Unis ne peuvent pas renoncer à leur option en faveur d'une pratique asymétrique du libéralisme, parce que celle-ci est le seul moyen pour eux de compenser leurs propres déficiences. La « prospérité » américaine a pour prix la stagnation des autres.

Pourquoi donc, en dépit de ces évidences, le flux des capitaux au bénéfice des États Unis se poursuit-il ? Sans doute pour beaucoup le motif est-il simplement que les États Unis sont « un Etat pour les riches », le refuge le plus sûr. C'est le cas pour les placements des bourgeoisies compradore du tiers monde. Mais pour les Européens ? Le virus libéral - et la croyance naïve que les États Unis finiront par accepter « le jeu des marchés » - opère ici avec une puissance certaine auprès des grandes opinions publiques. Dans cet esprit le principe de « libre circulation des capitaux » a été sacralisé par le FMI, en fait simplement pour permettre précisément aux États Unis de couvrir leur déficit par le pompage des surplus financiers générés ailleurs par les politiques néo-libérales, auxquelles ils ne se soumettent, eux, que très sélectivement ! Néanmoins pour le grand capital dominant l'avantage du système l'emporte sur ses inconvénients : le tribut qu'il faut payer à Washington pour en assurer la permanence.

Il y a des pays qualifiés de « pays pauvres endettés », qui sont contraints de payer. Mais il y a aussi un « pays puissant endetté », dont on devrait savoir qu'il ne remboursera jamais ses dettes. Ce véritable tribut imposé par le chantage politique des États Unis demeure, de ce fait, fragile.

Le choix militariste de l'establishment des États Unis se situe dans cette perspective. Il n'est rien d'autre que l'aveu que les États Unis n'ont pas d'autres moyens à leur disposition pour imposer leur hégémonie économique.

Les causes qui sont à l'origine de l'affaiblissement du système productif des États Unis sont complexes. Elles ne sont certainement pas conjoncturelles, pouvant de ce fait être corrigé par exemple par l'adoption d'un taux de change correct, ou par la construction de rapports salaires/productivités plus favorables. Elles sont structurelles. La médiocrité des systèmes de l'enseignement général et de la formation, produit d'un préjugé tenace favorisant systématiquement le « privé » au détriment du service public, est l'une des raisons majeures de la crise profonde que traverse la société des États Unis.

On devrait s'étonner donc que les Européens, loin de tirer les conclusions que le constat des insuffisances de l'économie des États Unis impose, s'activent au contraire à les imiter. Là également le virus libéral n'explique pas tout, même s'il remplit quelques fonctions utiles pour le système, en paralysant la gauche. La privatisation à outrance, le démantèlement des services publics ne pourront que réduire les avantages comparatifs dont bénéficie encore la « vieille Europe » (comme la qualifie Bush). Mais quels que soient les dommages qu'elles occasionneront à long terme, ces mesures offrent au capital dominant, qui vit dans le court terme, l'occasion de profits supplémentaires.

L'option militariste des Etats Unis menace tous les peuples. Elle procède de la même logique qui fut naguère celle d'Adolf Hitler : modifier par la violence militaire les rapports économiques et sociaux en faveur du « Herrenfolk » du jour. Cette option, en s'imposant au devant de la scène, surdétermine toutes les conjonctures politiques, car la poursuite du déploiement de ce projet fragiliserait à l'extrême toutes les avancées que les peuples pourraient obtenir par leurs luttes sociales et démocratiques. Mettre en échec le projet militariste des Etats Unis devient alors la tâche première, la responsabilité majeure pour tous.

Le combat pour mettre en échec le projet des Etats Unis est certainement multiforme. Il comporte ses aspects diplomatiques (défendre le droit international), militaires (le réarmement de tous les pays du monde pour faire face aux agressions projetées par Washington s'impose - ne jamais oublier que les Etats Unis ont utilisé les armes nucléaires quand ils en avaient le monopole et y ont renoncé pendant le temps où ils ne l'avaient plus) et politiques (notamment pour ce qui concerne la construction européenne et la reconstruction d'un front des Non Alignés).

Le succès de ce combat dépendra de la capacité des esprits à se libérer des illusions libérales. Car il n'y aura jamais d'économie mondialisée « authentiquement libérale ». Et pourtant on tente et on continuera à tenter par tous les moyens de le faire croire. Les discours de la Banque mondiale opérant comme une sorte de Ministère de la propagande de Washington concernant la « démocratie » et la « bonne gouvernance », ou la « réduction de la pauvreté » n'ont d'autres fonction comme le bruit médiatique organisé autour de Joseph Stiglitz, découvrant quelques vérités élémentaires, affirmées avec autorité arrogante, sans néanmoins en tirer la moindre conclusion remettant en cause les préjugés tenaces de l'économie vulgaire. La reconstruction d'un front du Sud, capable de donner à la solidarité des peuples d'Asie et d'Afrique et à la Tricontinentale, une capacité d'agir sur le plan mondial, passe, elle également, par la libération des illusions d'un système libéral mondialisé « non asymétrique » qui permettrait aux nations du tiers monde de surmonter leurs « retards ». N'est-il pas ridicule de voir des pays du Sud réclamer « la mise en oeuvre des principes du libéralisme ; mais sans discrimination aucune », bénéficiant alors des applaudissements nourris de la Banque mondiale ? Depuis quand la Banque mondiale a-t-elle défendu le tiers monde contre les Etats Unis ?

Le combat contre l'impérialisme des Etats Unis et son option militariste est celui de tous les peuples , de ses victimes majeures d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, des peuples européens et japonais condamnés à la subordination, mais tout également du peuple nord américain. Saluons ici le courage de tous ceux qui « au coeur de la bête », refusent de se soumettre comme leurs prédécesseurs ont refusé de céder au Mac Carthisme des années 1950. Comme ceux qui ont osé résister à Hitler ils ont conquis tous les titres de noblesse que l'histoire peut décerner. La classe dominante des Etats Unis sera-t-elle capable de revenir sur le projet criminel auquel elle s'est ralliée ? Question à laquelle il n'est pas facile de répondre. Peu, sinon rien, dans la formation historique, de la société des Etats Unis l'y prépare. Le Parti unique du capital dont le pouvoir n'est pas contesté aux Etats Unis n'a jusqu'ici pas renoncé à l'aventure militaire. Dans ce sens la responsabilité de cette classe prise dans son ensemble ne peut être atténuée. Le pouvoir de Bush junior n'est pas celui d'une « clique » - les pétroliers et les industries de l'armement. Comme dans toute l'histoire moderne des Etats Unis le pouvoir dominant n'a jamais été autre que celui en particulier d'une coalition d'intérêts segmentaires du capital (mal qualifiés de « lobbies »). Mais cette coalition ne peut gouverner que si les autres segments du capital l'acceptent. A défaut tout arrive dans ce pays d'autant moins respectueux en fait du droit qu'il paraît l'être en principe. Evidemment quelques échecs politiques, diplomatiques, et peut être même militaires, pourraient encourager les minorités qui, au sein de l'establishment des Etats Unis, accepteraient de renoncer aux aventures militaires dans lesquelles leur pays s'est engagé. Espérer plus me paraît aussi naïf que pouvaient l'être les attentes qu'Adolf Hitler finisse par s'assagir !

S'ils avaient réagi en 1935 ou 1937, les Européens seraient parvenus à arrêter le délire hitlérien. En réagissant seulement en Septembre 1939, ils se sont infligés les dizaines de millions de victimes. Agissons pour que face au défi des néo-nazis de Washington, la riposte soit plus précoce.

*Post-scriptum :*

[Altrenatives, le 17 février 2003](#)